



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

SIEGE SOCIAL
ET DIRECTION NATIONALE
YAOUNDE

Adresse Télégraphique BANCENAC
Télex : BACENAC N° 8204 : 8556KN
Téléphone : 23.04.88 / 23.05.11
Télécopie : 23.33.80
B.P. 83 Yaoundé

COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE MONETAIRE ET FINANCIER NATIONAL DU CAMEROUN

Yaoundé le 15 mars 2012

-----°0°-----

Le Comité Monétaire et Financier National de la République du Cameroun s'est réuni le jeudi 15 mars 2012 dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Alamine OUSMANE MEY, Ministre des Finances, en présence de Monsieur Emmanuel NGANOU DJOUMESSI, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, et de Monsieur Lucas ABAGA NCHAMA, Gouverneur de la BEAC. Monsieur Jean Marie Benoît MANI, Directeur National de la BEAC, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Après l'adoption de l'ordre du jour comportant 14 points et l'approbation du procès-verbal de la réunion du 02 novembre 2011, le Comité a examiné l'évolution de la conjoncture économique internationale, sous-régionale et nationale au cours des derniers mois.

Au niveau international, le Comité note que l'économie mondiale a renoué avec la croissance. Toutefois, selon les dernières projections du FMI, elle devrait croître seulement de 3,3 % en 2012, contre 5,2 % en 2011. Les marchés financiers ont été marqués par l'intensification des interactions négatives entre les tensions liées au financement des Etats et à celui des banques dans la zone euro, et par l'accroissement de la prime de risque sur les dettes souveraines consécutif à la dégradation de la note des pays développés par les agences de notation. Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours ont été en hausse à l'exception du coton qui a connu une chute de 37 %.

Dans la zone CEMAC, le PIB réel a progressé de 4,6 % en 2011 et l'inflation a été contenue à une moyenne de 2,5 %. Au plan budgétaire, la hausse des cours du pétrole et l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ont permis la consolidation des excédents et le compte des transactions courantes est redevenu positif. Sur le plan monétaire, les avoirs extérieurs et les crédits à l'économie devraient s'inscrire à la hausse. Mais la crise actuelle des dettes souveraines en Europe pourrait se traduire par une diminution des investissements étrangers et une baisse de la demande de matières premières. En 2012, le taux de croissance pourrait atteindre 6 %, le taux d'inflation reviendrait à 1,7 % et le taux de couverture de la monnaie se situerait autour de 100 %.

Sur le plan national, en liaison avec la reprise économique mondiale et grâce au dynamisme de la demande intérieure, l'activité économique nationale a été assez soutenue. Néanmoins, certaines pesanteurs habituelles sont restées d'actualité, bien que les efforts du gouvernement se soient poursuivis, en vue d'améliorer l'environnement des affaires et doter le pays des bases infrastructurelles capables de soutenir un rythme de croissance indispensable dans l'optique de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Dans le secteur primaire, la plupart des cultures de rente ont progressé, à l'exception du caoutchouc naturel, du bois et du café qui se sont inscrits en baisse ou ont stagné. Dans le secteur secondaire, les activités ont été assez dynamiques sous l'impulsion des industries manufacturières, notamment agro-alimentaires. Dans le secteur tertiaire, les activités ont également été assez dynamiques, soutenues principalement par les branches télécommunications, commerce et distribution.

S'agissant des finances publiques, de janvier à décembre 2011, l'exécution du budget de l'Etat s'est traduite par une hausse des recettes et des dépenses, et une diminution du stock d'arriérés de la dette intérieure. Les recettes totales ont augmenté de 2,1 % à fin décembre 2011 par rapport à fin décembre 2010, s'établissant à 2 460,7 milliards, contre 2 410 milliards (+50,1 milliards). Les dépenses totales se sont accrues de 14,3 %, passant de 2 338,1 milliards à fin décembre 2010 à 2 672,6 milliards à fin décembre 2011 (+334,6 milliards), et l'exécution du budget de l'Etat s'est traduite par un solde global hors dons (base ordonnancements) de -278,2 milliards, contre -0,6 milliards réalisés sur la même période en 2010.

La situation monétaire, quant à elle, a été marquée à fin décembre 2011, par une baisse des avoirs extérieurs nets, une progression du crédit intérieur et de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets ont diminué de 11,8 %, passant de 1 845,4 milliards en décembre 2010 à 1 627,3 milliards en décembre 2011 (-218 milliards). Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est replié de 95,3 % en décembre 2010 à 94,1 %. La position du Cameroun au Compte d'Opérations a diminué de 1,6 %, s'établissant à 1 289,8 milliards. Le crédit intérieur a augmenté de 49,2 %, s'élevant à 1 424,6 milliards en décembre 2011, contre 954,4 milliards en décembre 2010 (+470,2 milliards), en raison de la hausse des crédits à l'économie. La masse monétaire (M2) a augmenté de 9,7 %, passant de 2 625,4 milliards en décembre 2010 à 2 880,9 milliards en décembre 2011 (+255,5 milliards). La liquidité bancaire mesurée par le ratio des réserves des banques sur les dépôts, a enregistré une baisse, revenant de 37,1 % en décembre 2010 à 33 % en décembre 2011.

Tenant compte de cet environnement et des perspectives d'évolution de la situation économique et financière, le Comité a arrêté les objectifs monétaires à proposer au Comité de Politique Monétaire pour l'année 2012. Abordant les dossiers de crédit, le Comité Monétaire et Financier National a pris acte des accords de classement délivrés par le Gouverneur et le Directeur National depuis sa réunion du 02 novembre 2011. Enfin, il a pris connaissance des décisions des différentes instances de la BEAC et de l'UMAC.

